



# COMMUNE DE VALREAS

Pôle Travaux et Marchés Publics  
Dossier suivi par Vincent BARRAL  
Tél : 04.92.28.28.88  
Courriel : [bureauetudes@mairie-valreas.fr](mailto:bureauetudes@mairie-valreas.fr)

## ARRETE DU MAIRE n° 2022-11/148 Accordant un arrêté de police de circulation Prorogation

Le MAIRE de VALREAS,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-4, L.2213-1 et L.2213.2,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Règlement de la voirie communale de Valréas, approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 avril 2005,

Considérant la demande présentée **le mercredi 30 novembre 2022**

Par : SARL CAMINOTTO – 29 rue Montplaisir – 84600 VALREAS [f.caminotto@orange.fr](mailto:f.caminotto@orange.fr)

Pour : occupation du domaine public pour des travaux de maçonnerie sur l'immeuble situé 5 place de la République à Valréas. Nature des travaux : réfection de toiture pour le compte de M Phétisson.

Considérant l'avis du Conseiller Municipal délégué à la voirie et aux services techniques,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1** : Monsieur CAMINOTTO est autorisé à entreprendre les travaux décrits ci-dessus, sous réserve de l'observation des conditions ci-après :

- **Prévenir les riverains de la gêne occasionnée,**
- **Signalisation à la charge du pétitionnaire de jour comme de nuit,**
- **Assurer le passage et la protection des piétons,**
- **Réservation d'une place ou plusieurs places de stationnement au plus près de l'immeuble,**
- **Autorisation pour la mise en place d'une benne pour l'évacuation des gravats.**
- **Autorisation pour la mise en place et l'utilisation d'une grue dans le respect des normes en vigueur (positionnement et installation de la grue, calage).**

- Il reste entendu que les charges ne doivent pas passer au-dessus de la voie publique ou d'une propriété privée et que l'autorisation est toujours accordée « sous réserve des droits des voisins ».
- Mise en place d'une clôture pour la protection du chantier.
- Autorisation de stationner au droit de l'immeuble pour le chargement et le déchargement de matériels et gravats,
- Schéma de principe de circulation : Circulation maintenue sur la place de la république.
- Remise en état des lieux tous les jours et en fin de chantier.
- Il est interdit de rejeter au collecteur d'eaux pluviales tous déchets, matériaux ou agrégats nécessaires à la maçonnerie,
- Se rapprocher des concessionnaires de réseaux (ENEDIS, GRDF, TELECOM, SAUR, etc...),
- La sécurité des usagers de la voie publique devra être assurée. Le permissionnaire est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou par insuffisance de signalisation. Les ouvrages ou installations sur le domaine public communal et son occupation sont toujours accordées à titre précaire et révoquant sans aucune indemnité.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation ne dispense pas de l'observation des règlements relatifs à l'urbanisme, au permis de construire, à la déclaration de travaux et à l'arrêté d'alignement notamment, elle ne vaut de permis de construire ou déclaration de travaux.

**ARTICLE 3 :** Cette autorisation est accordée du mercredi 30 novembre 2022 au vendredi 20 janvier 2023.

**ARTICLE 4 :** Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services, le Responsable du Pôle travaux municipal, le Chef de la Police Municipale et le Commandant de la Gendarmerie de Valréas sont chargés, en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6 :** Ampliation du présent arrêté sera notifié à l'intéressé et annexée au recueil des actes administratifs de la commune.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois suivant sa notification ou son affichage auprès du Tribunal administratif de Nîmes.

**FAIT A VALREAS, le lundi 3 octobre 2022**

Le Maire,

Patrick ADRIEN



**RAPPEL :** Toute demande de permission de voirie doit être faite 15 jours avant le début du chantier.

La permission de voirie ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'autorisations ou de déclarations nécessaires à son projet notamment :

Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) auprès des concessionnaires de réseaux (ERDF, GRDF, TELECOM, SAUR, etc...) avant d'entreprendre des travaux à proximité de réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques situés sur le domaine public ou privé (références : Décret n° 2011-1241 du 05 octobre 2011).

Publication sur le site internet de la ville le : ...05/12/.....2022

Notifié le .....02/12/.....2022